

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE POUR LE POSTE DE SUPERVISUER DE PROJET « PROGRAMME INTEGRE POUR LA CONSERVATION, LA VALORISATION ECONOMIQUE ET LA RESILIENCE TRANSFRONTALIERE DU PAYSAGE DU NIOKOLO-BADIAR-DULOMBI-BOE (PICVERT) » POUR LE COMPTE DE GUINEE ECOLOGIE

Guinée Ecologie recherche « **Deux Superviseurs de Projet PICVERT.**

■ Présentation de Guinée Ecologie

Organisation non-gouvernementale à but non lucratif, Guinée Ecologie, créée en 1989, est de par ses statuts, une association de volontaires qui ont décidé de conjuguer leurs efforts avec tous les acteurs du développement (services publics, secteur privé, communautés, société civile) pour promouvoir des actions en faveur d'une gestion rationnelle des ressources naturelles et d'une protection pérenne de l'environnement de la Guinée.

Sa mission est de contribuer à la protection de l'environnement, à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable des ressources naturelles en participant à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques, de stratégies et de plans d'action favorables au maintien d'un milieu de vie sain et à la sauvegarde des espèces et de leurs habitats au profit des générations actuelles et futures. www.guineeecologie.net

■ Contexte du projet

L'Afrique de l'Ouest est confrontée à une convergence de crises multiples et multiformes associées au changement climatique et aux défis économiques, démographique, sécuritaires et migratoires. La forte dynamique démographique continue de causer la dégradation de l'environnement (déforestation massive) et de poser des défis de développement durable (ODD 11, 12 et 13). En 2020, ce contexte s'est profondément dégradé avec la superposition de la crise sanitaire (COVID-19). Le rapport Africa's Pulse de la Banque Mondiale (Avril 2024) décrit un rebond de l'activité économique dans la région à 3,4%, mais très largement en dessous des conditions nécessaires pour avoir un effet significatif sur la réduction de la pauvreté. De plus, le produit intérieur brut réel par habitant de la région est susceptible de régresser à son niveau de 2008 entraînant la bascule de 40 millions de personnes dans la pauvreté extrême.

Le programme intégré pour la conservation, la valorisation économique et la résilience du paysage du Niokolo-Badiar-Boé cible la zone ouest du paysage prioritaire de conservation et développement KLCD06 défini par l'Union européenne dans le cadre de NaturAfrica incluant le Sénégal, la Guinée et la Guinée Bissau. La zone s'étend sur 30 000 km² et comprend notamment le Sénégal Oriental, représenté par le Parc National du Niokolo Koba (PNNK) (18 000 km²), la Guinée avec le Parc National du Badiar (3 500 km²) ainsi que leurs périphéries élargies, rassemblant forêts et réserves communautaires telles que Dindéfelo, leurs zones tampon, leurs espaces agro-sylvo-pastoraux et villageois, et enfin la Guinée Bissau (8 500 km²) avec les Parcs de Boé et Dulombi, associés aux corridors de connectivité écologique de TchêTche, Cuntabane et Salifo.

Dans l'approche de mise en œuvre, l'UICN a mis en place un cadre de partenariat afin d'associer à l'exécution des activités du projet, un ensemble de partenaires issus des Ministères de tutelle des Etats, des institutions nationales et des organisations nationale et internationale qui ont une connaissance approfondie sur les défis et déjà actives dans le paysage. Une série de consultations a été conduite en ce sens afin d'établir les rôles et responsabilité de chaque partenaire.

C'est dans ce cadre que Guinée Ecologie s'est vu confié la responsabilité de mettre en œuvre certaines

activités contribuant à l'atteinte des objectifs du projet.

- **Aperçu des objectifs spécifiques (os) du projet PICVERT en lien avec les activités de Guinée Ecologie dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord d'exécution.**

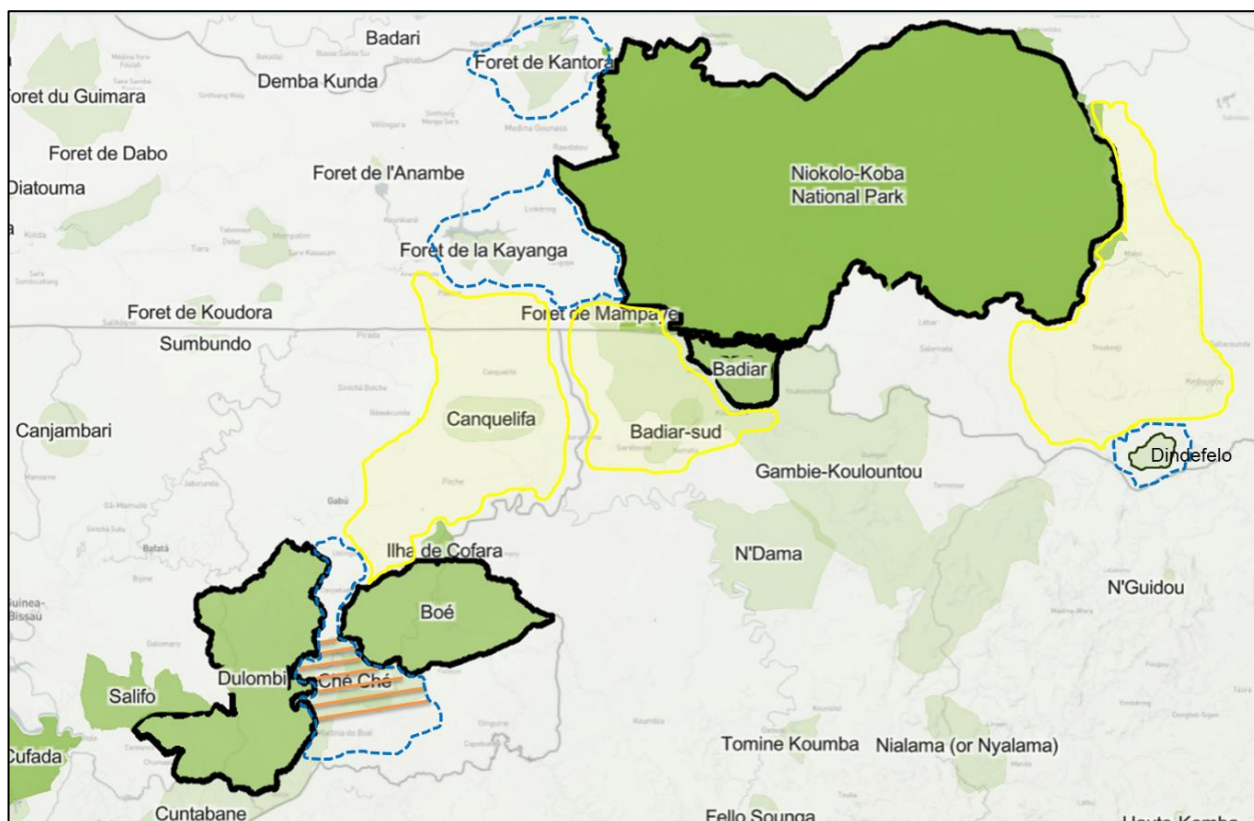
OS1 : Cet objectif consolide la fonction de conservation de la biodiversité associée aux aires protégées du paysage et s'assure que la connectivité entre celles-ci soit maintenue via une bonne gouvernance et un usage rationnel des ressources naturelles. Dans un souci de maximiser son impact, les produits se concentrent sur l'acquisition de connaissances concernant les paramètres écologiques de la faune sauvage, la lutte contre le braconnage, la restauration de l'habitat et enfin la qualité de gestion et de planification des mesures de conservation. L'objectif prend en compte les initiatives portées par d'autres projets tels que « NaturaGuinée » de l'UE en Guinée, « Connectivité » du FEM en Guinée Bissau et « Gestion des ressources naturelles halieutiques et forestière » de la Banque Mondiale au Sénégal.

















OS2 : Cet objectif contribue à améliorer la résilience des populations riveraines des aires protégées. Il s'agit d'atteindre l'autonomisation des acteurs économiques locaux et en particulier ceux affectés par les crises environnementales et climatiques ou associés aux conflits homme/faune. L'action accompagne les acteurs économiques locaux pour le développement d'activités génératrices de revenus durables au sein de filières porteuses, ciblées via un accompagnement et un appui conseil de proximité en se focalisant sur les groupements de femmes et la jeunesse. L'action sera définie pour atteindre un équilibre fonctionnel entre l'agriculture, le pastoralisme, la production des PFNL (miel, karité, néré, moringa, etc.), l'artisanat et le secteur de l'écotourisme

OS3 : Il a été décrit pour l'ensemble des groupes cible du projet un besoin en matière de renforcement des capacités en matière de gouvernance et d'accès aux textes réglementaires nationaux et régionaux prenant en compte la question de la conservation de la biodiversité. L'OS3 assure une plus forte appropriation des cadres légaux et statuts attribués aux aires protégées ou aires de conservation tout en développant un caractère transfrontalier, pour aller vers des principes de gouvernance commun au sein du paysage. L'atteinte de cet effet passe par la conduite d'études sur l'harmonisation des cadres législatifs mais également par un fort investissement en matière de sensibilisation, formation et structuration de la gouvernance. La dynamique des activités proposées s'inscrit dans une approche inclusive afin de toucher l'ensemble des parties prenantes associées à la gouvernance (acteurs étatiques, organisation de la société civile, communautés).

Financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'UICN en partenariat avec les acteurs institutionnels et organisation nationale dont Guinée Ecologie, le projet a démarré en janvier 2025, pour une durée de 36 mois.

Figure 1 : Localisation de la zone du projet



		OS 1	OS 2	OS 3
	Aires protégées			
	Zone périphérique			
	Zone de connectivité			
	Corridor			

■ Descriptif de la mission

Le superviseur de projet sera sous la responsabilité hiérarchique du Directeur exécutif de Guinée Ecologie et sous la responsabilité fonctionnelle du/de Coordinateur/Coordinatrice du projet.

Il/elle aura en charge les missions suivantes en rapport avec les activités confiées à Guinée Ecologie :

1. Sensibilisation et mobilisation communautaire :

- Organiser des sessions de sensibilisation auprès des communautés sur les objectifs et les activités du projet ;
- Jouer un rôle de médiateur en cas de conflits ou de problèmes sur le terrain ;
- Faciliter l'animation des ateliers participatifs, des campagnes éducatives et des formations pour les groupes cibles (femmes, jeunes, autorités locales, etc.) ;
- Favoriser l'implication active des communautés dans la mise en œuvre des activités du projet, notamment la restauration, la surveillance et la gestion durable des ressources naturelles.

2. Accompagnement des activités de terrain

- Assister le coordinateur de projet de Guinée Ecologie dans l'élaboration des plans de travail détaillés et des calendriers pour les activités de projet.
- Assurer la coordination logistique des activités (transport, matériel, etc.).
- Superviser et participer activement aux activités de terrain.
- S'assurer que les activités sont menées sur le terrain selon les normes et les directives du projet.
- Adapter les activités en fonction des besoins et des retours des bénéficiaires et des parties prenantes.
- Gérer les ressources matérielles et financières allouées pour les activités de terrain.
- Assurer une utilisation efficace et transparente des ressources.
- Mettre en place des systèmes de suivi pour évaluer l'avancement des activités.
- Collecter et analyser des données pour évaluer l'impact des activités.
- Rédiger des rapports réguliers sur les progrès et les résultats des activités de terrain.
- Assurer la gestion administrative des documents et des rapports liés aux activités de terrain.
- Veiller à la conformité avec les règlements et les procédures de l'organisations.

3. Facilitation et suivi :

- Identifier et appuyer les dynamiques locales (associations, coopératives, comités de gestion) pour renforcer leur implication dans le projet.
- Contribuer au suivi des activités sur le terrain et à la collecte de données (hectares restaurés, ménages bénéficiaires, espèces observées, etc.).
- Participer à l'élaboration des rapports réguliers d'avancement et transmettre les observations du terrain à l'équipe de coordination.

4. Communication et plaidoyer local :

- Promouvoir les pratiques de gestion durable et valoriser les services écosystémiques auprès des populations.
- Soutenir les campagnes de communication et de plaidoyer pour encourager une gestion participative et inclusive des ressources naturelles.
- Servir de lien entre les communautés locales et l'équipe du projet, en assurant une bonne circulation des informations.
- Assurer une communication régulière avec les partenaires du projet, les communautés locales, et les autres parties prenantes ;
- Faciliter l'organisation des réunions et des ateliers pour échanger sur les progrès et les défis du projet.

5. Appui à l'inclusion sociale

- Intégrer une approche sensible au genre et à l'inclusion des jeunes dans toutes les activités d'animation.
- Identifier les obstacles à l'implication des groupes marginalisés et proposer des solutions pour renforcer leur participation active.

• Profil recherché :

• Qualifications

- Diplôme en développement communautaire, Science de l'environnement, sciences sociales ou équivalent.
- Expérience d'au moins 3 ans dans l'animation communautaire, idéalement dans le domaine de la conservation ou de la gestion des ressources naturelles.

- **Compétences techniques**

- Maîtrise des techniques d'animation et de mobilisation communautaire.
- Connaissance des enjeux environnementaux, particulièrement en lien avec les écosystèmes et les moyens de subsistance locaux.
- Capacité à collecter et transmettre des données fiables pour le suivi-évaluation.

- **Aptitudes personnelles**

- Excellentes capacités relationnelles et pédagogiques.
- Aptitude à travailler dans des environnements ruraux avec des communautés vulnérables.
- Grande capacité d'écoute et sensibilité aux besoins des populations locales.
- Autonomie et esprit d'équipe.

- **Langues**

- Maîtrise du français (écrit et oral).
- Connaissance des langues locales (fortement souhaitée).

- **Conditions et durée**

- Contrat à Durée Déterminée (CDD) de droit guinéen de trois ans, assorti d'une période d'essai de 3 mois.
- Poste basé à Koundara, avec des déplacements dans la zone d'action du projet et de tout autre zone où besoin sera.
- Salaire : Selon la grille salariale de Guinée Ecologie.
- Démarrage envisagé : Dès que possible, idéalement à partir de septembre 2025.

- **Modalités de soumission des dossiers**

CV et lettre de motivation à envoyer à l'adresse suivante : recrutement.guineeecologie@gmail.com au plus tard le 27 août 2025 avec comme objet du mail : “**Superviseur du projet - PICVERT_GE**”.

Seul.es les candidat.e.s sélectionné.e.s seront contacté/es pour passer un entretien - Merci de ne pas téléphoner.

Guinée Ecologie s'engage pour les personnes en situation de handicap et lutte activement contre toutes les formes de discrimination. Cette offre est ouverte à toutes les personnes présentant le profil recherché. Cependant, compte tenu de la nature de l'activité, les aptitudes physiques seront évaluées.